



20 novembre 2007

POUVOIR D'ACHAT, EFFECTIFS, RETRAITES, STOP A LA DEGRADATION Le Trésor mobilisé

Le 20 novembre plus de 700 000 personnes ont manifesté à travers tout le pays (70 000 à Paris, 60 000 à Marseille, 20 000 à Bordeaux, à Rouen, 15 000 au Havre, à Caen, à Perpignan, à Rennes, 8 000 à Avignon,). Parmi les ministères les plus mobilisés, le ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique avec plus de 45% de grévistes.

Au Trésor plus d'un agent sur trois était en grève ce 20 novembre (un sur deux à la DGI).

Après la journée du 18 octobre cela démontre s'il était besoin le ras-le-bol grandissant des agents face à la dégradation de leurs conditions de vie au travail que se soit au travers :

- du pouvoir d'achat (actifs retraités)
- de la diminution des effectifs et de ces conséquences sur leur capacités à exercer leurs missions au service de l'ensemble des citoyens leurs règles de gestions,
- des réformes , expérimentations tous azimuts, sur l'avenir du service public

Dans le cadre du processus de fusion entre la DGCP et la DGI le ministre et les deux directeurs ne peuvent ignorer cette mobilisation et rester sourd aux revendications des agents.

Cette journée a vu par ailleurs la jonction des mobilisations des étudiants des salariés des régimes spéciaux et des fonctionnaires contre les effets de la politique menée par le gouvernement de remises en cause des droits sociaux, du service public et de paupérisation de la population.

Le gouvernement doit répondre aux revendications posées par cette journée et apporter des réponses concrètes que ce soit sur la question du pouvoir d'achat ; de l'avenir de la fonction publique, de ses effectifs; et des retraites

Grève du 20 novembre 2007

Départements	% de grévistes	% de grévistes DI	Départements	% de grévistes	% de grévistes DI	Départements	% de grévistes	% de grévistes DI
Ain	43,17%		Lot	52,67%		Essonne	29,78%	
Aisne	36,06%		Lot-et-Garonne	35,00%		Hauts-de-Seine	28,39%	27,78%
Allier	29,33%		Lozère	50,47%		Seine-St-Denis	32,27%	44,83%
Alpes-Hte-Provence	42,47%		Maine-et-Loire	32,72%		Val-de-Marne	29,76%	
Hautes-Alpes	45,64%		Manche	30,21%		Val-d'Oise	25,91%	
Alpes-maritimes	45,53%	37,21%	Marne	30,50%	34,21%	Guadeloupe	29,27%	
Ardèche	60,68%		Haute-Marne	30,18%		Guyane	29,09%	
Ardennes	38,57%		Mayenne	43,00%		Martinique	18,81%	36,67%
Ariège	68,90%		Meurthe-et-Moselle	45,60%		Réunion	46,71%	36,84%
Aube	32,27%		Meuse	18,32%		TG Etranger	37,34%	
Aude	51,55%		Morbihan	42,76%		TGCST	20,69%	
Aveyron	39,56%		Moselle	37,57%	43,24%	Nouvelle-Calédonie	32,48%	
Bouches-du-Rhône	49,77%	34,78%	Nièvre	48,33%		Polynésie française	-%	
Calvados	42,18%	64,10%	Nord	27,26%	26,42%	Mayotte	6,78%	
Cantal	43,15%		Oise	35,87%		St-Pierre-et-Miquelon	7,69%	
Charente	49,62%		Orne	39,53%		ENT	4,41%	
Charente-Maritime	48,14%		Pas-de-Calais	32,62%		Etranger	4,62%	
Cher	48,74%		Puy-de-Dôme	49,91%	45,45%	DNID - CS DOM	18,52%	
Corrèze	49,30%		Pyrénées-Atlantiques	67,09%				
Corse-du-Sud	61,19%	44,83%	Hautes-Pyrénées	71,20%				
Haute-Corse	58,28%		Pyrénées-Orientales	44,84%		Moyenne nationale	37,36%	37,75%
Côte d'Or	27,17%	24,44%	Bas-Rhin	36,65%	40,91%			
Côtes-d'Armor	56,57%		Haut-Rhin	40,82%				
Creuse	37,82%		Rhône	32,39%	47,18%			
Dordogne	47,51%		Haute-Saône	20,00%				
Doubs	32,21%	34,62%	Saône-et-Loire	34,92%				
Drôme	47,83%		Sarthe	36,89%				
Eure	35,73%		Savoie	36,36%				
Eure-et-Loir	30,22%		Haute-Savoie	35,02%				
Finistère	72,58%		RGF	33,49%	44,83%			
Gard	51,56%		TGAP	34,36%	22,22%			
Haute-Garonne	49,89%	43,69%	Seine-Maritime	34,31%	19,51%			
Gers	54,32%		Seine-et-Marne	28,14%				
Gironde	45,88%	34,55%	Yvelines	24,80%	23,58%			
Hérault	37,91%	56,25%	Deux-Sèvres	27,84%				
Ille-et-Vilaine	42,40%	23,46%	Somme	34,57%	45,45%			
Indre	29,95%		Tarn	52,55%				
Indre-et-Loire	29,46%	41,46%	Tarn-et-Garonne	54,90%				
Isère	38,67%		Var	44,27%				
Jura	29,82%		Vaucluse	39,49%				
Landes	61,33%		Vendée	28,61%				
Loir-et-Cher	22,12%		Vienne	36,91%				
Loire	55,56%		Haute-Vienne	33,64%	26,92%			
Haute-Loire	51,98%		Vosges	35,94%				
Loire-Atlantique	52,96%	50,68%	Yonne	31,32%				
Loiret	40,39%		Terr. de Belfort	25,83%				

**CHIFFRES CONCERNANT LA PARTICIPATION AU MOUVEMENT DE
GREVE DU MARDI 20 NOVEMBRE**

Résultats à 17h

SERVICES	EFFECTIFS DEVANT ETRE PRESENTS*	ABSENCES NON JUSTIFIEES	
		NOMBRE	%
DGI	63 140	29 956	47,44
DGCP	46 358	17 309	37,34
DGDDI	11 623	4 621	39,76
INSEE	6 028	1 133	18,80
DGCCRF	3 233	1 182	36,56
Adm. Centrale	7 375	451	6,12
DRIRE	2 819	259	9,19
ECOLES	1 671	54	3,23
TOTAL	142 247	54 965	38,64



FONCTIONS PUBLIQUES ET ASSIMILES

COMMUNIQUE

PARIS LE 20 NOVEMBRE 2007

Une journée de mobilisation réussie, Le gouvernement doit entendre les revendications!

Plus de 700 000 personnes ont manifesté en France à l'appel des fédérations de fonctionnaires. Le taux de grévistes dans la fonction publique est très important, approchant ou dépassant dans certains ministères ou administrations plus de 50% (Education nationale, finances...). Cette mobilisation démontre la détermination des personnels à faire aboutir leurs revendications :

Pouvoir d'achat : La propagande ministérielle envoyée par Eric Woerth à tous les fonctionnaires démontre que le gouvernement reste sourd à la revendication principale des personnels. L'Union syndicale Solidaires exige l'ouverture immédiate de négociations salariales sur la base du rattrapage du pouvoir d'achat depuis 2000 et d'un véritable plan pour 2007 et 2008. En effet, 2007 aura été une année blanche. En prétendant que l'augmentation de 0,8% accordé en février pour l'année 2006 serait une mesure salariale 2007, le Ministre rompt la parole de l'Etat engagée par son prédécesseur.

Emploi public : Les personnels des fonctions publiques ont démontré massivement leurs inquiétudes face à l'avenir de leurs missions, compte tenu des dizaines de milliers de suppressions d'emplois annoncés pour 2008 et pour les années futures. Ce sont non seulement les conditions de travail et les missions des agents publics qui sont menacées, mais aussi l'existence même des services publics. Les personnels ont exprimé aussi leur volonté de garder une fonction publique statutaire loin des projets de démantèlement prévus par le pouvoir.

Retraites et convergences des luttes :

Pour l'Union syndicale Solidaires, la convergence des luttes qui s'est illustrée aujourd'hui démontre que la lutte des cheminots et des régimes spéciaux doit être prise dans le problème global des retraites. Le gouvernement veut passer sa réforme pour s'attaquer à nouveau aux retraites de l'ensemble des salariés (public comme privé) et allonger les annuités à 41 puis 42 ans. Le but n'est pas de travailler plus longtemps mais de baisser le niveau des pensions. D'autres solutions sont possibles comme le retour pour tous aux 37,5 ans de cotisations, par un autre partage des richesses.

Le gouvernement doit ouvrir des négociations immédiates sans préalable et donner des réponses concrètes aux personnels des fonctions publiques. A défaut, l'Union syndicale Solidaires appellera à renforcer et amplifier les mobilisations dans la fonction publique et, en convergence avec les autres secteurs à une journée de mobilisation interprofessionnelle.

Union syndicale Solidaires
93 bis rue de Montreuil 75011 Paris
01 58 39 30 11 / fax 01 43 67 62 14
coordfp@solidaires.org <http://www.solidaires.org>

Retraites, pouvoir d'achat, privatisation, cela doit changer !

La journée du 20 novembre a vu la jonction des mobilisations des étudiants, des salariés des régimes spéciaux et des fonctionnaires. Le point commun de ces mobilisations est le refus des politiques de marchandisation, de privatisation, de remise en cause des droits sociaux mises en oeuvre par le gouvernement et l'exigence d'un autre partage de la richesse produite. Le succès important de cette journée, avec de fortes manifestations et une présence du secteur privé, exprime un refus de plus en plus grandissant des orientations néolibérales du gouvernement.

Cette convergence des mobilisations est un point d'appui pour forcer le gouvernement à engager de réelles négociations. Face à cette montée des mécontentements, le gouvernement a tenté d'opposer les grévistes à la population. Cette tentative n'a pas réussi comme l'ont montré la faible participation à la manifestation des « anti-grévistes », pourtant complaisamment relayée par les médias, et la baisse de popularité du président de la République et du premier ministre enregistrée par les sondages. Le gouvernement aurait donc tort de s'en tenir à des réponses en trompe l'oeil, loin des exigences des salariés et des jeunes.

Le gouvernement doit maintenant donner des réponses concrètes aux revendications posées. Que ce soit sur la question des retraites, du pouvoir d'achat, de l'avenir de la fonction publique ou de l'Education nationale, des négociations doivent s'engager qui doivent permettre des avancées. Pour l'Union syndicale Solidaires, la pression ne doit pas se relâcher. Face aux réponses dilatoires du gouvernement, les salariés doivent se réunir et décider des suites de cette journée. Au-delà des décisions qui seront prises dans tel ou tel secteur, l'Union syndicale Solidaires souhaite qu'une nouvelle journée de convergence interprofessionnelle des mobilisations soit organisée le plus rapidement possible.

Le 20 novembre 2007